



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

VICTOIRE POUR LES TRAVAILLEURS DE BURSA !

EN TURQUIE COMME AILLEURS ON PEUT FAIRE RECULER LES PATRONS

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT GUYANCOURT 28 / 05 / 2015

Bursa, la capitale de l'industrie automobile turque à 150 km à l'est d'Istanbul, vit un mouvement de luttes sans précédent. Dans la nuit du 14 mai, les ouvriers de l'usine Renault Bursa se sont mis en grève. Le lendemain, plusieurs centaines d'entre eux se sont rassemblés toute la journée devant le site, reprenant des slogans hostiles à la direction et aux syndicats pro-patronaux.

Le déclencheur de cette mobilisation a été la signature d'une convention collective de branche particulièrement régressive par le «syndicat» Türk Metal. Ses représentants sont directement liés aux patrons et répriment physiquement les ouvriers qui veulent s'en désaffilier et luttent contre la nouvelle convention. Ayant perdu 20% de leur pouvoir d'achat, les Renault se sont mis en grève pour exiger les mêmes avantages que ceux récemment obtenus par leurs collègues de l'usine Bosch, notamment une hausse de 60% de leurs salaires.

Leurs revendications :

- Refus de la représentativité de Türk Metal
- Aucun licenciement
- Hausse de salaire, application à toute la branche de la convention d'entreprise signée à Bosch.

Une lutte déterminée et contagieuse

Le mouvement s'est ensuite étendu à d'autres usines automobiles comme Tofas, toujours à Bursa. Tofas est une co-entreprise du grand groupe turc Koç et Fiat. 200 ouvriers de Tofas ont débrayé le 15 mai en solidarité avec les ouvriers de Renault. Ils ont appelé leurs collègues de l'équipe du matin rentrés chez eux à les rejoindre. Les 5 000 grévistes de Renault ont rapidement été suivis par les 4 500 de Fiat, qui exigent la même revalorisation. Puis par un gros équipementier, Coskunöz, par les entreprises turques Mako et Ototrim, ainsi que les multinationales Delphi et Valéo. Le 19 mai, le nombre de grévistes dépassait les 15 000.

Les forces de police, présentes devant l'usine Renault, ont averti qu'elles interviendraient si des ouvriers d'autres usines venaient manifester leur solidarité. A Bursa comme à Istanbul ou Ankara, la solidarité avec les grévistes s'est organisée. A Izmir, la lutte des ouvriers de Bursa est suivie et discutée par les travailleurs de la sidérurgie, comme ceux de l'usine Hyundai. Depuis le 20 mai, la production a été bloquée à Ford Otosan,

dépendant du groupe turc Koç Holding et de Ford. Le 21 mai, après Tofaş, Coşkunöz, Mako, Valeo, Delphi et Ototrim, la grève s'est étendue à l'usine Ford de Kocaeli (8500 salariés), sur les mêmes revendications.

Notre force :

la solidarité et la convergence des luttes

Patrons et autorités ont alors accentué les pressions et intimidations. A l'usine de Coşkunöz, les WC ont été fermés, l'électricité et l'eau coupées. Le préfet a menacé de faire intervenir la police. La direction de Renault-Bursa s'est elle-aussi engagée dans la voie de la répression : 47 animateurs de la grève ont été assignés en justice pour «arrêt de travail illégal». Cinq organisations patronales automobiles turques ont appelé à l'arrêt des grèves, reconnaissant que toute la production automobile était affectée. 80% des véhicules produits et des pièces détachées étant exportés, c'est toute la production automobile européenne qui était menacée ..., dont la Clio 4 pour Renault. Le 25 mai, à Tofaş et chez les équipementiers Mako et Coskunöz, un accord a été signé entre direction et représentants des ouvriers : versement d'une prime mensuelle ; le «syndicat» Türk Metal quittera l'usine, des élections de délégués seront organisées et aucun gréviste ne sera licencié.

Hier 27 mai, à Renault-Bursa, après consultation des grévistes, leurs représentants (un pour chacun des 8 UET) ont signé un accord avec la direction : 350 € pour tous sous une semaine, avec un bonus de 170 €, des négociations sur les salaires dans un mois et 200 € minimum de prime de fin d'année; aucun licenciement, retrait des 47 plaintes, liberté d'adhésion syndicale et d'élection des délégués. Nos collègues ont repris le travail tous ensemble, avec un profond sentiment de victoire.

Contre la mise en concurrence des salariés de l'automobile d'un pays à l'autre, nos collègues turcs ont montré la voie : la solidarité et la convergence des luttes sont une arme efficace pour la satisfaction des revendications de toutes et tous, au-delà des frontières.

LE BLOG DU SECTEUR AUTO DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



RENAULT-BURSA : CHANTAGE NON ! SOUTIEN OUI !

Face à la grève de nos collègues turcs, la direction manie le chantage à la délocalisation des usines. Cette menace classique des patrons s'applique maintenant à la Turquie. J-C Kugler, responsable Eurasie de Renault, a déclaré à la presse le 21 mai : « Renault pourrait reconsidérer son investissement en Turquie, un conflit social ayant entraîné l'arrêt de la production de sa coentreprise Oyak Renault » car « la Turquie était un marché de grand potentiel sur lequel Renault avait parié sur le long terme. La contestation n'est pas seulement une menace pour la Turquie qui produit beaucoup de pièces détachées pour l'automobile mais aussi pour l'économie mondiale. » L'enjeu est clairement désigné : les actionnaires ont peur. Malgré ces menaces, la grève a payé ! Pour envoyer des messages de solidarité aux travailleurs turcs : metaliscileribirligi@gmail.com.

LOBBYISTE RENAULT RECHERCHE CHAUFFEURS !

La conférence mondiale COP21 de l'ONU sur le changement climatique se tiendra fin 2015 au Bourget. L'Alliance mettra à disposition des négociateurs et journalistes 200 véhicules électriques. La directrice RSE, « leader Renault-Nissan COP21 », recherche 70 bénévoles Renault pour leur servir de chauffeur. Pour cette mission, chaque « ambassadeur » sera mobilisé 5 à 8 jours sur son temps de travail. Les managers qui refuseront devront s'expliquer devant la DRH. La grand-messe de lancement est prévue le 2 juin à 12h30 à l'amphi Georges Besse, avec Brice Lalonde, écolo reconverti en bureaucrate de l'ONU. Pour montrer aux décideurs et autres VIP que Renault-Nissan est un « acteur engagé pour réduire ses émissions de CO2 » (et au passage augmenter les dividendes des actionnaires), tous les coups sont permis.

IMPOSTURE OU CENSURE ?

Le 20h de FR2 du 6 mai l'a rappelé : 15% d'investissement et 20% d'effectifs de R&D en moins depuis 2011 se traduisent en 2014 par un bonus de 153 millions d'€ de crédit impôt recherche (CIR) pour Renault. La direction et ses réseaux s'activent pour décrédibiliser et intimider les journalistes qui font leur boulot. Le sénateur UMP Vaspert, aussi patron, a demandé que le président de France Télévision soit entendu au sénat pour « faire la lumière sur les accusations portées par le reportage et déterminer si les allégations des journalistes sont fondées. » (Le Monde.fr, 22 mai). Le monde à l'envers ...

POMPE A FCIR

Suite à la diffusion du JT du 6 mai de FR2, les directeurs Finances et Ingénierie & Recherche du groupe ont été entendus le 20 mai par la commission d'enquête sénatoriale sur le CIR. Ils ont bien sûr contesté. C'est pourtant la direction qui se vantait devant les élus du personnel qu'il n'y avait « rien de déshonorant » à ce que des filiales fantômes (I-DVU, I-DVE, Air-DREAM) servent de « pompe à fric ». Qui a pompé 40 millions d'€ d'impôts rien qu'en 2013 (2 € par contribuable imposé), qui s'ajoutent aux arnaques similaires mais légales de toutes les sociétés qui roulent pour leurs actionnaires. A Renault ou à PSA, produire pour les besoins sociaux et non

pour les profits ne peut se faire qu'en expropriant les capitalistes pour créer un grand groupe public de l'automobile, sous le contrôle des salariés et non des actionnaires..

SANTE EN DANGER : SOUTIEN A LA LUTTE DE L'AP-HP

Le 21 mai, des milliers de salariéEs de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP) en grève ont manifesté pour faire connaître leur totale opposition au projet d'allongement de la durée du travail avec suppression de jours de RTT. Cela faisait longtemps que l'on n'avait pas vu un rassemblement aussi nombreux, aussi dynamique et combatif ! « Le plan de Martin Hirsch n'est ni amendable, ni négociable ! » « Retrait du projet ! », « Tous ensemble, demain on continue ! » étaient les slogans les plus repris. La mobilisation continue cette semaine, avec des Assemblées Générales dans les établissements et un nouveau rassemblement devant les bureaux de Martin Hirsch le 28 mai. L'enjeu de cette mobilisation va bien au-delà de l'AP-HP. Tous les agents des hôpitaux en Europe subissent la baisse des effectifs, la dégradation des conditions de travail. Partout en France les directeurs d'hôpitaux veulent remettre en cause les RTT pour compenser ces baisses d'effectifs. Usagers-hospitaliers, c'est donc partout qu'il faut poursuivre la mobilisation sans même attendre la journée de grève nationale appelée le 25 juin par l'intersyndicale. La santé est un droit fondamental : défendons-le !



MACRON-GATTAZ STOP! DEFENDONS NOS RETRAITES

Dans le cadre des négociations sur les retraites complémentaires AGIRC-ARRCO, le MEDEF veut repousser à 67 ans l'âge pour une retraite complète, avec une décote de 40% pour un départ à 62 ans, de 30% à 63 ans, 18% à 64 ans, 2% à 65 ans et 1% à 66 ans. Ceci à partir de la génération 1957 dès le 1^{er} janvier 2017. Stop aux baisses et exonérations de cotisations patronales, qui saignent nos régimes sociaux !

« VRAI FAUX » PARACHUTE DORE POUR GHOSN

Comme tous les patrons du CAC40, Ghosn n'a pas de soucis de retraite. Prétendant la protection des secrets industriels de Renault, il a fait voter par le CA et l'AG des actionnaires du 30 avril une « clause de non-concurrence » en cas d'arrêt du mandat de PDG, avec deux ans de rémunération fixe et variable. Il a aussi fait reculer la limite d'âge du PDG à 72 ans. De quoi être tranquille jusqu'en 2022.